



FSU 67

4, rue de Lausanne
67000 STRASBOURG
Tél: 03 88 35 17 16
fsu67@fsu.fr

Déclaration liminaire au CTSD du 9 avril 2020

Bienvenue au CTSD du confinement ! Nous voici toutes et tous privé·e·s de liberté, non pas tant du fait d'un virus agressif que de l'impéritie de nos gouvernements successifs. Confondant intérêts particuliers des investisseurs et intérêt général porté par les services publics, les politiques de ces dernières années n'ont eu de cesse de détruire le bien commun pour permettre à quelques-uns, par le biais de la privatisation, d'engranger des profits faramineux. Il fallait en outre, nous serinait-on, délocaliser pour rester compétitifs ! Partout où les salarié·e·s ont lutté pour sauvegarder leurs emplois et empêcher le départ de leurs entreprises vers des pays à la main d'œuvre surexploitée et sous payée, les pouvoirs publics ont répondu par les coups de matraque et les gaz lacrymogènes. En 2020, confronté à la pandémie, notre si riche pays manque de masques, de blouses, de tests et de gel hydroalcoolique ! Les unités de fabrication de ces produits, pas assez rentables, ont disparu de notre territoire.

La doxa libérale de réduction des dépenses publiques a conduit l'hôpital à la catastrophe, malgré les cris d'alerte des personnels soignants. Ceux-là mêmes qui encensent à longueur d'antenne désormais les héros et les héroïnes du combat contre le covid-19, ordonnaient hier à la police de les tabasser et de les gazer sans la moindre indulgence.

Le chef de l'état et le gouvernement français sont responsables de la catastrophe sanitaire et les économies d'hier se comptent aujourd'hui en nombre de morts. La FSU saura s'en souvenir et exiger les comptes.

Le service public, c'est aussi l'école et ses personnels, qui sans la moindre hésitation, ont immédiatement relevé le défi de la continuité du service public d'éducation, sans autres outils que leur équipement personnel, sans aide, sans moyens. Comme à l'accoutumée. Ils, et surtout elles, ont mobilisé toutes leurs forces et même au-delà pour conserver le lien avec les élèves les plus fragiles. Pour l'école aussi l'heure du bilan viendra : car le ministre Blanquer, d'affirmations martiales - aussitôt démenties - que les établissements scolaires resteraient ouverts, en injonctions imbéciles à se rendre dans les écoles, en passant par des mensonges éhontés prétendant que tout était prêt alors que les enseignants n'étaient informés de rien et que les outils numériques n'étaient pas à la hauteur, le ministre Blanquer qui renvoie à la responsabilité de chacun·e d'avoir à maintenir la continuité alors que l'institution se défait, ce ministre-là, dont la suffisance n'a d'égale que le mépris des collègues est définitivement discrédité.

Les opérations de carte scolaire de cette année se tiennent à distance. Du fait du confinement mais également parce que les politiques qui nous gouvernent sont décidément bien distants et indifférents face à la réalité sociale et scolaire.

Les mesures que vous allez prendre, madame l'Inspectrice d'académie, comme chaque année, auront un impact très important sur la qualité du service public d'éducation dans notre département.

Vous envisagez de fermer 49 postes de ZIL !

Nous comprenons bien que, sommée par un ministre dédaigneux des élèves comme des personnels, de ne pas fermer de classes dans les communes rurales et d'en ouvrir là où les effectifs explosent tout en rendant 8 postes au département voisin, vous vous trouvez placée devant une équation impossible. Mais nous ne pouvons que relever avec beaucoup d'amertume l'ironie de la situation : assigné·e·s aujourd'hui à assurer quoi qu'il en coûte la pseudo continuité pédagogique, demain celle-ci sera sacrifiée sur l'autel de l'austérité lorsque nos absences ne pourront être remplacé·e·s dans nos classes. Monsieur Blanquer est un illusionniste cynique exclusivement attentif à son image dans les médias.

Ainsi nous gratifie-t-il d'une nouvelle disposition en trompe-l'œil et annonce qu'aucune classe ne fermera cette année dans les communes rurales si le maire s'y oppose. La FSU ne pourrait que se réjouir des postes supplémentaires accordés si cette dotation permettait effectivement d'ouvrir une classe partout où cela est nécessaire. Las, si beaucoup de classes dans les villages connaîtront à la rentrée prochaine des conditions d'accueil inespérées - et c'est bien ainsi – dans bien des écoles plus urbaines, les postes manqueront. Il est à noter toutefois, que la filière bilingue, sans surprise, tire bien son épingle du jeu. Monsieur Blanquer déshabille les villes pour habiller les champs, signal d'alerte inquiétant qui n'échappe pas à la FSU, pour le devenir de l'éducation prioritaire.

Le second degré fait une fois de plus particulièrement les frais des politiques d'austérité budgétaire, ce qui se traduit par une nouvelle dégradation du H/E. Les conséquences en sont une augmentation du nombre de classes chargées (plus de 56% des classes à 2 élèves du seuil), voire très chargées (plus de 36% des classes à 1 élève ou moins du seuil), alors que certains effectifs semblent avoir été sous-estimés et que les inclusions ne sont toujours pas prises en compte dans les effectifs des classes de référence. L'enseignement facultatif du chant choral perd lui aussi une heure par semaine tandis que l'IMP dédiée au laboratoire de technologie a été supprimée dans un certain nombre de collèges. Tout ceci montre bien que les priorités ministérielles, au rang desquelles l'école inclusive ou le développement de la pratique collective de la musique, ne sont que des mots.

Les élèves de SEGPA sont eux aussi les oubliés de cette préparation de rentrée. Contrairement aux engagements pris lors d'un groupe de travail et bien que les documents fournis ne donnent pas le nombre de divisions, il apparait que des classes à double niveau, au moins une dizaine, continuent d'exister. Et on se prend à rêver que les exigences de l'enseignement adapté soient aussi bien traitées que le référentiel de l'Ecole Européenne qui affiche une DHG digne de l'Education Prioritaire.

A l'heure où la fermeture des établissements risque de se prolonger et où les inégalités entre élèves se creusent, ce n'est pas de « vacances apprenantes » qu'ont besoin les élèves, pas plus que l'école n'a besoin de plus de numérique, surtout si celui-ci profite en priorité à des entreprises privées qui participent à une marchandisation de l'éducation ou s'exonèrent des règles de la RGPD. Les élèves, en particulier les plus fragiles, ceux que le confinement aura le plus tenu éloignés de l'école, auront besoin de conditions d'études améliorées, donc de classes avec de plus petits effectifs, avec des enseignants formés. Ce qui ne pourra se faire sans un plan ambitieux en faveur du service public d'éducation, sans

des créations de postes dans le 2nd degré – et d’abord que soient rendus les 345 postes mis en réserve en décembre par le ministère.

Et puisque la « continuité pédagogique » est au cœur des discours de Jean-Michel Blanquer, nous nous étonnons qu’elle ne soit pas évoquée quand il s’agit de mettre des moyens en faveur du remplacement.

Madame l’Inspectrice d’académie-DASEN, pour la FSU, la crise sanitaire que nous subissons actuellement est un révélateur de l’état dégradé de notre société. Or, la comparaison avec les autres pays le prouve : malgré le nombre important de victimes dues aux politiques criminelles de sabotage des services publics, seuls ceux-ci nous permettront de tenir. Avec la FSU, l’École et ses personnels exigent que les moyens de son action éducative soient enfin pris en considération à hauteur des besoins. Nous vous demandons de relayer nos revendications auprès du ministre.